

SYNTHESE DU RAPPORT SUR LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR POUR L'ANNEE 2021

Les Comptes Spéciaux du Trésor (CST) jouent un rôle important dans le financement du développement économique, social et environnemental national. Ce rôle déjà établi, est devenu davantage perceptible à l'avènement de la crise sanitaire générée par la pandémie du Coronavirus (Covid-19).

Le présent rapport sur les CST, accompagnant le projet de loi de finances pour l'année 2021, se propose de mettre en exergue le rôle des comptes spéciaux du Trésor dans la lutte contre les effets de la pandémie de la Covid-19. Il s'attèlera également à mettre en évidence les actions imputées sur ces derniers et visant l'appui au plan de relance de l'économie nationale et le renforcement de la cohésion sociale.

De même, Il importe de signaler que les données relatées au niveau de ce rapport, mettent en avant l'effort consenti pour la rationalisation à la fois du nombre des comptes spéciaux de Trésor, ayant vu leur nombre passé de 156 en 2001 à 69 en 2020, et de leurs règles de gestion pour qu'ils soient en phase avec l'esprit réformateur de la loi organique relative à la loi de finances.

En outre, l'analyse de la structure et de l'évolution des recettes et des dépenses des CST sur la période 2017-2019, par catégorie de compte, fait ressortir le bilan comptable ci-après :

1- Comptes d'affectation spéciale

Le montant total des recettes réalisées par les CAS s'élève en 2019, à 192.559 MDH, dont 62.470 MDH au titre des recettes propres, 21.826 MDH au titre des versements du budget général et 108.263 MDH au titre du solde dégagé à la fin de l'exercice 2018. Pour les recettes des années 2018 et 2017, elles s'élèvent, respectivement, à 206.278 MDH et 195.345 MDH.

Parallèlement, le montant global des dépenses effectuées par ces CAS s'est établi à 77.623 MDH en 2019 contre 96.241 MDH et 67.864 MDH, respectivement, en 2018 et 2017.

2- Comptes de financement

L'encours global des comptes de financement a connu une baisse entre 2017 et 2019 en passant de 395,69 MDH en 2017 à 255,13 MDH en 2019.

L'analyse de la structure de cet encours en 2019, montre que le montant restant à la charge de la Société de financement JAIDA représente 75,45% de l'encours global suivi par le Crédit Agricole du Maroc (CAM) avec 14,91% et la Société Marocaine d'Assurance à l'Exportation (SMAEX) avec 12,64%.

3- Comptes d'adhésion aux organismes internationaux

Le montant total des participations du Maroc versées aux organismes internationaux a atteint 24,23 MDH en 2019, contre 350,96 MDH en 2018 et 340,07 MDH en 2017. Quant aux crédits prévus par la loi de finances rectificative pour l'année 2020, le projet de loi de finances pour l'année 2021 ainsi que les prévisions pour les années 2022 et 2023, ils s'élèvent, respectivement, à 1.588,83 MDH, 1.317,51 MDH, 1.440,25 MDH et 1.200,50 MDH.

4- Comptes d'opérations monétaires

Ces comptes ont enregistré en 2019, à travers le compte intitulé « Différence de change sur ventes et achats de devises » qui retrace les gains et les pertes sur les achats et les ventes de devises effectués par Bank Al-Maghrib, des recettes et des dépenses, respectivement, de 11,75 MDH et 8,39 MDH.

5- Comptes de dépenses sur dotations

Les ressources et les plafonds de charges desdits comptes au titre de la période 2017-2019, ont totalisé un montant de l'ordre de 32.401,50 MDH, représentant, respectivement, 13,13% et 13,87% des ressources et des charges globales des comptes spéciaux du Trésor au cours de ladite période.

Pour ce qui est des dépenses effectuées sur les CST, elles s'élèvent à 96.099 MDH au titre de l'année 2019, dont 77.623 MDH représentant la part des CAS, soit 80,77% du total. La ventilation du montant desdites dépenses, par domaine d'activité, se présente comme suit :

- Le développement territorial : 37.487 MDH, soit 48,3 % ;
- Le développement humain et social : 13.238 MDH, soit 17,1 % ;
- Le renforcement des infrastructures : 8.868 MDH, soit 11,4 % ;
- Le développement, rural, agricole et de la pêche : 8.713 MDH, soit 11,2 % ;
- La promotion économique et financière : 4.927 MDH, soit 6,3 % ;
- Les autres domaines : 4.390 MDH, soit 5,7 % .